

# « Vers une crise de production »

Publié le 22/05/2015 à 22H53

**Fin des quotas : un spécialiste redoute une crise laitière Bois-Himont. Invité par les Défis ruraux, ingénieur spécialiste des politiques laitières, André Pfmilin tire la sonnette d'alarme : la fin des quotas pourrait entraîner un nouveau choc.**



La fin des quotas laitiers pousse certains éleveurs à augmenter de façon exponentielle leur production

Une crise laitière nous guette. Invité à l'assemblée générale annuelle des Défis ruraux le 19 mai au château de Bois-Himont, André Pfmilin, ingénieur retraité à l'Institut de l'élevage, ne s'est pas montré rassurant lors de son exposé public.

La disparition des quotas laitiers dans l'Union européenne pourrait bien commencer par un nouveau choc dans le secteur laitier. Les voyants sont au rouge, selon le spécialiste des politiques laitières, auteur, entre autres, de l'ouvrage *Europe laitière* paru en 2010. « *Sans que personne n'en parle, et surtout pas la Commission européenne* », comme le souligne ironiquement André Pfmilin, les frigos européens sont pleins : selon lui, 9 millions de tonnes de surplus de lait restaient à exporter fin 2014 début 2015. Sous le double effet d'un bon prix de marché et d'une abondance de fourrage ces derniers temps, la production européenne a augmenté. De leur côté, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, grands exportateurs de lait, voient leur production laitière également augmenter (+12 % en 2014 en Nouvelle-Zélande).

## RÉGULATION

Or, si beaucoup d'analystes et d'acteurs politiques ont cru, ou fait semblant de croire, que la hausse de la demande mondiale, notamment chinoise, allait tirer les marchés, l'eldorado s'éloigne. « *La Chine tire le marché effectivement, mais elle soutient aussi et surtout sa propre production qu'elle oriente désormais, suite aux crises sanitaires, vers des systèmes très intensifs et concentrés, avec des troupeaux de 5 000 vaches* », explique André Pfmilin. Résultat. On ne peut attendre autre chose

selon lui qu'une crise de production dans le secteur laitier du fait de la chute des prix, à l'image de celle de 2009. « *Regardez par exemple le prix du lait SPOT aux Pays-Bas en ce moment : 180 € la tonne* », pointe-t-il. Le prix du lait européen suit de près les évolutions, celui de la poudre de lait et du beurre observés sur le marché mondial, « *des produits standards* ». Cependant, ce dernier ne concerne que 7 % de la production mondiale et se montre classiquement très volatil : « *Étant donné que les grands producteurs, l'UE et les États-Unis ne stockent plus, la moindre variation d'offre a des conséquences immédiates sur le marché mondial. Or, la production néo-zélandaise, très présente à l'export, est très sensible à la météo car c'est une production à l'herbe* », explique André Pfmilin.

Depuis la fin des quotas laitiers, et même avant, « *la course à la production est commencée, analyse André Pfmilin, les producteurs européens se disent : si je n'y vais pas, d'autres le feront à ma place* ». Ce que constatent de leur côté les membres des Défis ruraux tels que Jean-Paul Commare, agriculteur et administrateur de l'association : « *Des éleveurs ont fait le choix d'augmenter de façon exponentielle leur production, au moyen d'un système intensif maïs-soja, et ont fait de gros investissements. Mais sans aucune garantie.* »

Pour éviter le pire, André Pfmilin ne voit qu'une solution : un retour à la régulation, avec, comme le suggère l'European Milk Board, plusieurs niveaux d'alerte et d'actions, jusqu'à la réduction obligatoire de la production. C'est plutôt mal parti, les accords de libre-échange se multiplient : déjà avec le Canada, bientôt avec les États-Unis et l'Afrique.

CHRISTOPHE TREHET

Action

**L'équipe des Défis ruraux a rappelé l'action de l'association en faveur des systèmes de production herbagers. Bertrand Farrié et Coralie Henke, chargés de projet dans ce domaine, ont présenté les moyens « de réinventer », entre actions collectives, échanges entre agriculteurs et accompagnement individuel.**

**« Le changement c'est difficile, analyse Coralie Henke, d'autant qu'on dispose de moins de références en système herbager et qu'on passe d'une logique de stock (maïs) à celle de l'observation de l'herbe pour la gestion de la production. » Mais les adhérents des Défis ruraux s'attachent à montrer que c'est possible.**